

Monsieur le Président, savez-vous qu'en 1982 et en 1984, ils n'avaient prévu à leur budget que 50 millions de dollars? C'était beaucoup moins que ce qu'ils avaient promis. Et on va croire ces individus? On va laisser à la population canadienne le doute de croire que ces individus-là nous disent la vérité, le doute de croire que ces individus-là, les libéraux fédéraux, pour ne pas les nommer, sont sincères lorsqu'ils disent qu'ils défendent les intérêts de la population canadienne, lorsqu'ils disent qu'ils défendent les intérêts des producteurs de bois? Ils ont été les premiers, monsieur le Président, à mettre en doute et à mettre en danger l'exploitation forestière canadienne.

M. Gauthier: Tu ne sais pas de quoi tu parles!

M. Champagne (Champlain): Monsieur le Président, hier après-midi j'écoutais le député de Richmond—Wolfe qui, dans sa deuxième allégation, nous disait: Nous avons un grave problème de reboisement. Mais c'est vrai, monsieur le Président, que nous avons un grave problème de reboisement parce que les libéraux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont rien fait pour l'industrie forestière. Ils ont été 20 ans à faire de l'arrogance et à «piler» sur les provinces. On se souvient au Québec de ce que c'était les libéraux, on s'en souvient au Québec, monsieur le Président, que l'ancien premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, avait dit de M. Bourassa, l'actuel premier ministre, que: «C'était un mangeur de hot-dogs». C'était cela, monsieur le Président, l'arrogance des libéraux.

Alors, monsieur le Président, il faut faire attention, il faut le dire à la population canadienne. Il faut dire, et il faut être honnête, que ces individus d'en face ne pensent d'abord et avant tout qu'à leurs propres intérêts personnels.

Monsieur le Président, s'ils avaient pensé à s'asseoir et à se concerter, mot qui malheureusement n'est pas dans leur vocabulaire, on aurait peut-être un pays qui «marcherait» beaucoup mieux au niveau de l'industrie forestière.

Monsieur le Président, en 1984, lorsque nous avons été élus, notre gouvernement a assumé ses responsabilités. Bien entendu, on avait un grave déficit à combler. Nous étions pris avec un problème. Les provinces ne voulaient plus nous parler parce que l'incompétence de l'ancien gouvernement libéral avait fait ses preuves.

Monsieur le Président, au niveau de la forêt, on a signé des ententes. Le gouvernement progressiste conservateur, monsieur le Président, a accru d'environ 400 p. 100 l'effort fédéral de régénération des forêts en concluant des ententes auxiliaires avec la Colombie-Britannique, avec le Québec, avec le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve, la Saskatchewan, l'Île-du-Prince-Édouard et l'Alberta. Monsieur le Président, ce sont bien plus que des promesses électorales, ce sont des réalisations.

Et au Québec, on a mis 300 millions de dollars pour réparer les erreurs de l'ancien gouvernement, 300 millions de dollars, monsieur le Président, pour préserver 300 000 emplois au niveau canadien, pour préserver des emplois au Québec. Monsieur le Président, ce n'était pas de la petite politique, c'étaient des réalisations. C'étaient des promesses électorales qu'on a tenues.

Monsieur le Président, cela me fait rire quand j'entends le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) dire

Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation

que le parti progressiste conservateur n'a pas tenu ses promesses. Il devrait commencer par regarder celles qu'il n'a pas tenues. Il devrait commencer par regarder là où il a trahi lui-même les Canadiens avec son parti.

Monsieur le Président, je voudrais citer un passage qui démontre encore une fois de façon claire, nette et précise jusqu'à quel point l'ancien gouvernement, les libéraux ont une arrogance marquée face au Québec. Monsieur le Président, il y avait une conférence de presse du ministre provincial du Commerce extérieur, M. Pierre MacDonald, et je cite un de ses passages:

S'il n'y avait pas eu de négociation avec les États-Unis, nous n'aurions certainement pas pu lancer le programme que nous avons conçu pour le reboisement et la gestion forestière. Nous n'aurions jamais pu demander à l'industrie une taxe qui aurait représenté bien plus que le 15 p. 100 qui aurait été prélevé par les États-Unis, et qui aurait ajouté 7, 8 ou 9 p. 100 à cette taxe. Grâce à l'entente conclue avec les États-Unis, nous pouvons maintenant appliquer la Loi 150 et moderniser notre politique de gestion forestière. Nous n'aurions pu le faire si nous avions adopté une autre solution.

Monsieur le Président, je pense que ce message est clair.

Une voix: Ce n'est pas un de nos ministres!

M. Champagne (Champlain): Et ce n'est pas un des ministres conservateurs. Si c'était un ministre conservateur, je pourrais à ce moment-là dire que je fais peut-être un peu de partisannerie, mais non, monsieur le Président, c'est un ministre provincial qui était consentant à l'accord, qui respecte l'entente qu'il a signée avec le gouvernement du Canada et avec le gouvernement des États-Unis. Monsieur le Président, c'est un gouvernement responsable, c'est un ministre responsable. Mais je ne comprends pas, monsieur le Président—et ce sera à l'opposition de le prouver—pourquoi les libéraux et les néo-démocrates s'entêtent à vouloir dire que c'est une mauvaise entente, lorsque la population canadienne à 90 p. 100, monsieur le Président, parce que neuf provinces sur dix plus le gouvernement fédéral sont pour, cela fait 90 p. 100, pense qu'on devait faire cela. Et avec l'appui des syndicats, monsieur le Président.

Monsieur le Président, si les libéraux et les néo-démocrates nous disent qu'ils sont conscients de la population canadienne, s'ils nous disent qu'ils sont à l'écoute de la population, qu'ils veulent avoir à travailler en collégialité avec les gouvernements provinciaux, je leur dirais ceci; le seul conseil que je pourrais leur donner à cette heure, ce serait le suivant: Arrêtez de faire de l'arrogance, relevez vos manches, assoyez-vous à la même table que nous, arrêtez de faire de la petite politique, et ensemble, on va bâtir un Canada fort, un Canada prospère et non pas, comme vous voudriez qu'il soit, un Canada à l'abandon, tel que les libéraux nous l'ont laissé le 4 septembre 1984.

● (1340)

[Traduction]

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, à propos de ce projet de loi, je tiens à signaler au député qui vient de parler qu'il faut s'attaquer à un problème d'envergure nationale. Il devrait songer au fait que certaines scieries très efficaces de l'intérieur de la Colombie-Britannique vont se mettre à vendre du bois d'oeuvre en Ontario et au Québec si elles ne peuvent pas le vendre aux États-Unis, ce qui fera disparaître certaines entreprises marginales de ces provinces. Cette situation aura donc des répercussions dans tout le pays.